

**ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE-37**

**du 14 MARS 2025**

**portant autorisation environnementale relative à la création, à l'extension  
et à l'exploitation d'un site de fabrication de produits chimiques par la société SNF SA  
situé sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au niveau  
de la zone industrielle de l'Europort à Saint-Avold**

**Le préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite**

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** la décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la Commission du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles, pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduaires dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 modifié relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et de leurs équipements annexes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 26 juillet 2001 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1630 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
- Vu** la circulaire BSEI n° 07-133 et DPPR/SEI2/CB-07-0212 du 14 mai 2007 relative à la superposition réglementaire et interfaces relatives aux canalisations de transport et aux tuyauteries d'installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;
- Vu** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-426 du 3 décembre 2001 prescrivant à la société SNF Floerger de Saint-Avoid la production de compléments à son étude de dangers ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 modifié du 17 janvier 2005 autorisant la société SNF Floerger à exploiter un atelier de production de monomères acryliques quaternisés, un atelier de fabrication de polyamines, un atelier de fabrication de DADMAC et PolyDADMAC et un atelier pilote pour la synthèse des monomères MDAA et du polymère polyMDAA-Hcl, sur son site de Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-23 modifié du 17 janvier 2005 autorisant la société SNF Floerger à exploiter un atelier de production de monomères acryliques quaternisés sur son site de Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-24 modifié du 17 janvier 2005 autorisant la société SNF Floerger à exploiter un atelier de fabrication de polyamines sur son site de Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-25 du 17 janvier 2005 autorisant la société SNF Floerger à exploiter un atelier de fabrication de DADMAC et PolyDADMAC ainsi qu'un atelier pilote pour la synthèse des monomères MDAA et du polymère polyMDAA-Hcl, sur son site de Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2006-AG/2-124 du 24 mars 2006 prescrivant à la société SNF SAS à Saint-Avoid, la réalisation de compléments à son étude de dangers ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-20 du 9 janvier 2009 imposant à la société SNF SAS, à Saint-Avoid, la réalisation de compléments et d'une expertise de son étude de dangers pour les installations de son site ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-127 du 30 mars 2010 prescrivant à la société SNF SAS la mise en œuvre de mesures complémentaires de maîtrise des risques pour les installations qu'elle exploite à Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-423 du 29 octobre 2010 imposant à la société SNF SAS une campagne de surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son site de Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-34 du 28 janvier 2011 imposant à la société SNF SAS à Saint-Avoid des prescriptions complémentaires à l'usage des villas des gardiens présentes dans l'enceinte de l'établissement et modifiant les modalités de surveillance de la qualité des eaux souterraines ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-229 du 21 mars 2012 modifiant les dispositions des articles 14.3.1 et 14.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-23 du 17 janvier 2005 ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-DLP/BUPE-407 du 30 juillet 2012 modifiant et complétant les dispositions des arrêtés préfectoraux n° 2005-AG/2-22 et 2005-AG/2-23 du 17 janvier 2005 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2013-DLP/BUPE-297 du 22 octobre 2013 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour des installations des sociétés Arkema France, Protelor, SNF et Total Petrochemicals France implantées sur le territoire des communes de Saint-Avoid et l'Hôpital ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014-DLP-BUPE-5 du 9 janvier 2014 autorisant la société SNF SAS à augmenter la capacité de stockage de chlorure de méthyle par l'exploitation de deux réservoirs supplémentaires de 400 m<sup>3</sup> chacun sur le territoire de la commune de Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2014-DLP-BUPE-314 du 9 octobre 2014 modifiant et complétant les dispositions préfectorales réglementant les installations exploitées par la société SNF SAS à Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP-BUPE-10 du 5 janvier 2015 relatif à l'exploitation des installations de refroidissement évaporatif (tours aéroréfrigérantes) pour le site exploité par la société SNF SAS à Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP-BUPE-222 du 19 septembre 2016 prescrivant à la société SNF SAS des dispositions complémentaires pour ses rejets aqueux pour ses installations à Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-002 du 9 janvier 2018 modifiant les prescriptions relatives à la collecte et au traitement des eaux résiduaires industrielles et pluviales polluées de la société SNF SAS sur son site de Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-038 du 19 février 2018 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-23 du 17 janvier 2005 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-263 du 4 décembre 2018 complétant les prescriptions préfectorales réglementant l'ensemble des installations exploitées par la société SNF SAS sur la commune de Saint-Avoid ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2019-DCAT-BEPE-14 du 29 janvier 2019 modifiant les prescriptions des arrêtés préfectoraux n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 et n° 2005-AG/2-24 du 17 janvier 2005 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° DCAT/BEPE/N°2021-131 du 8 juillet 2021 complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre modifié n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse approuvé le 18 mars 2022 ;
- Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin houiller approuvé par arrêté préfectoral du 27 octobre 2017 ;
- Vu** la demande du 1<sup>er</sup> avril 2022, présentée par SNF SA dont le siège social est situé rue Adrienne Bolland – ZAC de Milieux à Andrezieux (42163 Cedex), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'augmenter la fabrication de produits déjà fabriqués sur le site (monomères quaternisés et polyamines) et de fabriquer de nouveaux produits pour des applications papiers au droit de l'installation située au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid au niveau de la zone industrielle de l'Europort – Route de Haslach à Saint-Avoid (57500) et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 du code de l'environnement ;



- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire les 21 février 2023 et 12 mai 2023 ;
- Vu** les précisions apportées par le pétitionnaire les 13 et 27 juin 2023, le 23 août 2023, les 21 et 22 septembre 2023, les 9 février, 27 septembre, 25 octobre et 13 novembre 2024 ;
- Vu** le rapport de base du 27 juillet 2021 ;
- Vu** le courrier de l'exploitant en date du 2 janvier 2025 demandant à traiter en connexité ICPE la tuyauterie d'ADAME de diamètre nominal 50 et de pression maximale en service de 26 bars ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** l'avis de l'autorité environnementale du 17 août 2023 ;
- Vu** la décision du 22 décembre 2023 du président du tribunal administratif de Strasbourg, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2024-2 du 8 janvier 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours du 5 février 2024 au 8 mars 2024 inclus sur le territoire des communes Saint-Avold, Bouchepon, Carling, Diesen, L'Hôpital, Longeville-lès-Saint-Avold et Porcellette ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu** les publications des 17 et 19 janvier 2024 et des 5 et 9 février 2024 de cet avis dans le Républicain Lorrain et les affiches d'Alsace et de Lorraine ;
- Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur du 4 avril 2024 ;
- Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Porcellette le 29 février 2024, de Saint-Avold le 5 mars 2024 et de Carling le 21 mars 2024 ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu** le rapport et les propositions du 21 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 27 janvier 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'avis du 14 février 2025 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu** le projet d'arrêté modifié porté le 20 février 2025 à la connaissance du demandeur suite à la réunion du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
- Vu** l'absence d'observation de la société SNF SA, dans le délai imparti, sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** que le pétitionnaire sollicite, dans son dossier de demande d'autorisation environnementale, des aménagements aux dispositions suivantes :

- point b) de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé (rejet des eaux de purge des tours aéroréfrigérantes dans le réseau d'eaux pluviales du site)

**Considérant** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial permettant de prévenir les risques pour la santé du voisinage et la biodiversité ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** qu'au titre de l'article L.181-8 du code de l'environnement, l'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients ;

**Considérant** que dans l'autorisation initiale de l'établissement, une tuyauterie d'installation classée transportant de l'ADAME a été autorisée entre la canalisation de transport de produits chimiques exploitée par la société Arkema France SA et le stockage d'ADAME de l'établissement SNF SA ;

**Considérant** que suite à la modification du périmètre de l'établissement ICPE, une partie de la tuyauterie susmentionnée se trouve en dehors du périmètre de l'établissement de la société SNF SA ;

**Considérant** néanmoins que cette tuyauterie est nécessaire aux installations de la société SNF SA et que sa proximité est de nature à en modifier notablement les dangers et inconvénients ;

**Considérant** qu'à ce titre il convient que cet équipement soit inclus dans l'autorisation environnementale de l'établissement ;

**Considérant** que dans ces conditions, l'équipement ne relève plus de la réglementation relative aux canalisations de transport de matières dangereuses et qu'à ce titre, il convient que :

- l'arrêté d'autorisation explicite le périmètre de la tuyauterie qu'il couvre et son interface avec la canalisation de transport de produits chimiques exploitée par la société Arkema France SA ;
- l'étude de dangers du site analyse les scénarios dangereux liés à la tuyauterie (et les mesures de protection en place ou programmées justifiant le choix des scénarios) ;
- l'arrêté d'autorisation dispose de prescriptions techniques similaires à celles applicables aux canalisations de transport.

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les mesures d'évitement et réduction prévues par le pétitionnaire et/ou édictées par le présent arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**Considérant** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

**Considérant** que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

**Considérant** la nécessité de disposer d'un arrêté préfectoral unique réglementant les installations existantes et les nouvelles installations autorisées ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société SNF SA (n°SIRET 430 006 643 000 42) dont le siège social est situé rue Adrienne Bolland – ZAC de Milieux à Andrezieux (42163 Cedex) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Avoid (57500), au niveau de la zone industrielle de l'Europort – Route de Haslach (coordonnées Lambert 93 X= 969 192 et Y= 6 900 029), les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **Article 1.1.2 – Abrogations des dispositions**

L'ensemble des dispositions des arrêtés préfectoraux suivants est abrogé :

- 2001-AG/2-426 du 3 décembre 2001 susvisé ;
- 2005-AG/2-22 modifié du 17 janvier 2005 susvisé ;
- 2005-AG/2-23 modifié du 17 janvier 2005 susvisé ;
- 2005-AG/2-24 modifié du 17 janvier 2005 susvisé ;
- 2005-AG/2-25 du 17 janvier 2005 susvisé ;
- 2006-AG/2-124 du 24 mars 2006 susvisé ;
- 2009-DEDD/IC-20 du 9 janvier 2009 susvisé ;
- 2010-DLP/BUPE-127 du 30 mars 2010 susvisé ;
- 2010-DLP/BUPE-423 du 29 octobre 2010 susvisé ;
- 2011-DLP/BUPE-34 du 28 janvier 2011 susvisé ;
- 2012-DLP/BUPE-229 du 21 mars 2012 susvisé ;
- 2012-DLP/BUPE-407 du 30 juillet 2012 susvisé ;
- 2014-DLP-BUPE-5 du 9 janvier 2014 susvisé ;
- 2014-DLP-BUPE-314 du 9 octobre 2014 susvisé ;
- 2015-DLP-BUPE-10 du 5 janvier 2015 susvisé ;
- 2016-DLP-BUPE-222 du 19 septembre 2016 susvisé ;
- 2018-DCAT-BEPE-002 du 9 janvier 2018 susvisé ;
- 2018-DCAT-BEPE-038 du 19 février 2018 susvisé ;
- 2018-DCAT-BEPE-263 du 4 décembre 2018 susvisé ;
- 2019-DCAT-BEPE-14 du 29 janvier 2019 susvisé.

Les prescriptions de l'AP DCAT/BEPE/N°2021-131 du 8 juillet 2021 susvisé restent applicables.

### **Article 1.1.3 – Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Saint-Avoid, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Parcelles	Superficie de la parcelle intégrée dans le périmètre du projet
Saint-Avoid	47	257	0,0759 ha
		2115	0,1244 ha
		1585	0,4546 ha
		1670	2,3779 ha
		1954	0,4845 ha
		2099	0,6869 ha
		2100	3,9366 ha
		2102	1,0521 ha
		2104	7,6649 ha
		2111	0,0108 ha
		2113	0,0815 ha
	48	205	0,7243 ha
		207	0,2397 ha

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation et de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 13,46 ha.

La surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est au maximum de 17,9141 ha.

### **Article 1.1.4 – Autorisations embarquées**

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

### **Article 1.1.5 – Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration ou enregistrement incluses dans l'établissement, à l'exception des dispositions du point b) de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé pour lequel un aménagement est accordé (rejet des eaux résiduaires des tours aéroréfrigérantes dans le réseau d'eaux pluviales du site).

### **Article 1.1.6 – Installations non visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

L'exploitant est autorisé à exploiter, en complément des tours aéroréfrigérantes listées à l'article 1.2.1, une tour aéroréfrigérante adiabatique nommée GF8 et non visée à la rubrique 2921 de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que les installations, équipements et activités incluses dans le périmètre de l'autorisation au titre du principe de connexité et de proximité listés au chapitre 6.1.



## CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

### Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et quantité autorisée
1414.2.a	A	Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 2. Installations desservant un stockage de gaz inflammable (stockage souterrain compris) : a. Installations de chargement ou déchargement desservant un stockage de gaz inflammables soumis à autorisation	<b><u>Déchargement de wagons et camions :</u></b> Chlorure de méthyle : 25 m³/h
1434.2	A	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	<b><u>Chargement/déchargement de wagons :</u></b> – DMA : 30m³/h – EPI : 30m³/h <b><u>Chargement/déchargement de camions :</u></b> – EDA : 30 m³/h – ADAME/MADAME : 2 x 20 m³/h <b><u>Déchargement de camions :</u></b> – Chlorure de benzyle : 20 m³/h <b>Total : 150 m³/h</b>
1436.1	A	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure à 1 000 t.	<b><u>Atelier Quaternisation :</u></b> – ADAME : 1700 tonnes. – MADAME : 743 tonnes. – Chlorure de benzyle : 33 tonnes. – AEP : 2,2 tonnes. <b>Total : 2 478,2 tonnes.</b>
1630.1	A	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure à 250 t.	<b><u>Atelier Polyamines :</u></b> – Soude 50 % : 90 tonnes. <b><u>Atelier Papier</u></b> – Soude 50 % : 537 tonnes. – Soude 30 % : 37 tonnes <b>Total : 664 tonnes.</b>
3410.d	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : d) Hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitratés, nitriles, cyanates, isocyanates.	<b><u>Unité de production de : monomères acryliques quaternisés :</u></b> chlorométhylation : 160 000 t/an chlorobenzylation : 3 500 t/an <b><u>polyamines :</u></b> 80 000 t/an ; <b><u>anhydrides succiniques (ASA) ;</u></b> <b><u>résine polyamidoamine épichlorhydrine (PAE) :</u></b> 25 000 t/an ; <b><u>résines polyvinylamine (PVAM) ;</u></b> <b><u>dispersants ;</u></b> <b><u>polyDADMAC.</u></b>

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et quantité autorisée
4110.2a	A / SSH	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg.	<b>Atelier Quaternisation :</b> – ADAME : 1700 tonnes  <b>Total : 1 700 tonnes.</b>
4130.2a	A / SSH	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t.	<b>Atelier Quaternisation :</b> – Chlorure de benzyle : 33 tonnes. <b>Atelier Polyamines :</b> – EPI : 900 t (4 cuves et 6 wagons) <b>Atelier Papier :</b> – Biocide : 0,72 tonnes – Acide formique : 5 tonnes  <b>Total : 938,72 tonnes.</b>
4510.1	A / SSH	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t.	<b>Atelier Papier :</b> – Acide acrylique : 420 tonnes. – Hydroquinone : 0,5 tonne.  <b>Total : 420,5 tonnes.</b>
4718.2.a	A / SSH	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : a) Supérieure ou égale à 50 t.	<b>Cf Annexe 2</b>
4733.1	A / SSB	Cancérogènes spécifiques suivants ou les mélanges contenant les cancérogènes suivants en concentration supérieure à 5 % en poids : 4-aminobiphényle et/ou ses sels, benzotrichlorure, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, 1,2-dibromoéthane, sulfate de diéthyle, sulfate de diméthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, 1,2-dibromo-3-chloropropane, 1,2-diméthylhydrazine, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, hydrazine, 2-naphthylamine et/ou ses sels, 4-nitrodiphényle et 1,3-propanesultone. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 400 kg.	<b>Cf Annexe 2</b>

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et quantité autorisée
2921.1.a	E	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de)</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW.</p>	<p><b>Atelier Quaternisation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- GF3 : 797 kW</li> <li>- GF4 : 797 kW</li> <li>- GF5 : 1 070 kW</li> <li>- GF6 : 1 400 kW</li> <li>- GF7 : 1 400 kW</li> </ul> <p><b>Atelier Polyamines :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- UT-TR1 : 2 754 kW</li> <li>- UT-TR2 : 2 880 kW</li> </ul> <p><b>Atelier Polyamines 2 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- UT-TR3 : 2 880 kW</li> <li>- UT-TR4 : 2 880 kW</li> </ul> <p><b>Atelier Papier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- B58-TR3 : 7 750 kW</li> <li>- B58-TR4 : 7 750 kW</li> </ul> <p><b>Total : 32 358 kW.</b></p>
4331.2	E	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 1 000 t.</p>	<p><b>Atelier Polyamines :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- EDA : 28 tonnes</li> <li>- DMA 60 % : 694 tonnes (4 cuves et 6 wagons)</li> </ul> <p><b>Total : 722 tonnes.</b></p>
1185.2.a	DC	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.</p>	<p><b>Atelier Quaternisation :</b></p> <p>1,98 tonne.</p> <p><b>Atelier papier :</b></p> <p>450 kg.</p> <p><b>Total : 2,43 tonnes.</b></p>
2910.A.2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie</p>	<p>2 chaudières eau chaude : (2 x 0,24 MW) : 0,48 MW</p> <p>8 aérothermes pour chauffage : (4 x 0,8 + 3 x 0,289 + 0,18) : 4,247 MW.</p> <p>6 Groupes électrogènes (0,25 + 0,2 + 0,16 + 0,18 + 2 x 0,25 MW) : 1,29 MW.</p> <p>1 surpresseur incendie : 0,09 MW.</p> <p>2 chaudières vapeur : 2 x 3,7 MW</p> <p>2 chaudières huiles : 2 x 2,6 MW</p>

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation et quantité autorisée
		et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	<b>Puissance thermique installée totale des appareils de combustion : 18,707 MW.</b>
2915.2	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l	2 chaudières huiles : 2 x 2,6 MW <b>Total : 5,2 MW</b>
4735.1.b	DC	Ammoniac. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t.	<b>Cf Annexe 2</b>
4441.2	D	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.	<b>Atelier Papier :</b> – Persulfate de sodium : 20 tonnes. <b>Total : 20 tonnes.</b>

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), SSH (seveso seuil haut), SSB (seveso seuil bas)

Les quantités maximales autorisées des rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 2 « informations sensibles – communicables sur demande » du présent arrêté.

#### **Article 1.2.2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations, ouvrages et travaux**

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Piézomètres existants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• F206 (BSS000KTJY)</li> <li>• F230 (BSS000KTJX)</li> <li>• PzSNF (BSS000KTRE)</li> <li>• F207 (BSS000KTJZ)</li> </ul>	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Bassin versant incluant la zone projet : 7,67 ha	D



Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha	Zones humides morcelées impactées (0,17 ha)	D

(\*) D (Déclaration)

### **Article 1.2.3 – Réglementation Seveso**

L'établissement relève du statut seveso seuil haut au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé.

L'établissement est seveso seuil haut par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement pour les rubriques 4110, 4130, 4510 et 4718 :

- relative aux dangers pour la santé pour les rubriques 4110 et 4130 ;
- relative aux dangers physiques pour la rubrique 4718 ;
- relative aux dangers pour l'environnement pour la rubrique 4510.

### **Article 1.2.4 – Réglementation IED**

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3410.d relative à la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WGC (Systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique).

## **CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.4 – RYTHME DE FONCTIONNEMENT EN PHASE D'EXPLOITATION**

Les installations de l'établissement sont exploitées 24 heures sur 24 et 5 jours sur 7, au maximum. De manière exceptionnelle, SNF pourra travailler le week-end (samedi jusqu'à 13h30).

Les expéditions et réceptions de matières premières, utilités et produits finis sont réalisées :

- de 6 h à 19 h, 5 jours sur 7 pour le transport par camion ;
- de 6 h à 21 h, 5 jours sur 7 pour le transport par wagon.

## **CHAPITRE 1.5 – CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel. En outre, au titre de l'article R.515-75 du code de l'environnement, l'exploitant prend comme état initial le rapport de base du 27 juillet 2021 susvisé ainsi que le rapport mis à jour conformément à l'article 3.5.2 du présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.6 – GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article 1.6.1 – Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 du présent arrêté et notamment pour les rubriques suivantes : 4110, 4130, 4510 et 4718.

Le montant de référence des garanties financières, calculé suivant la méthode de détermination présentée dans la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 relative aux garanties financières pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L.515-8 du code de l'environnement et mis à jour en fonction de la valeur de la TVA en décembre 2024 et celle de l'indice TP 01 base 2010 – octobre 2024 publié en décembre 2024 est fixé à 6 956 000 € TTC.

#### **Article 1.6.2 – Établissement des garanties financières**

Avant la mise en service et au moins trois mois avant la date d'échéance dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP 01.

#### **Article 1.6.3 – Actualisation des garanties financières**

Le montant des garanties financières est actualisé :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

L'exploitant en atteste auprès du préfet.

### **CHAPITRE 1.7 – DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couverte par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **TITRE 2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) éventuellement à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée ci-dessous.

## CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

### Article 2.1.1 – Inventaire des émissions

#### Article 2.1.1.1 – Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Coordonnées X,Y (Lambert 93)	Installations raccordées	Autres caractéristiques
Conduit N° 1 (CBz)	969731.8 6900423.8	Bâtiment 02 – sortie scrubbers	Traitement, par scrubber, des rejets de la ligne de chloro-benzylation (QT5)
Conduit N°2 (CH3Cl)	969746.8 6900411.1	Bâtiment 14 – Cryogénie 4 Chloro-méthylation	Traitement, par cryogénie, des lignes de produits chloro-méthylation (QT1, QT2, QT3, QT4 et QT6) et des vapeurs issues du stockage de chlorure de méthyle (04A et 04C)
Conduit N°3 (EPI/DMA)	969686.35 6900380.8	Bâtiment 07 – Polyamine – sortie scrubbers	Traitement, par scrubber, des 4 lignes polyamine existantes (R11 à R14) et des 4 nouvelles lignes polyamines du bâtiment 12
Conduit N°A (Dépotage CBz)	969685 6900397	Bâtiment 08A – Zone de déchargement camion du chlorure de Benzyle	Traitement par charbon actif
Conduit N°B (HCl)	969709.8 6900389.3	Bâtiment 08 – Zone de stockage de l'acide chlorhydrique	Traitement, par scrubber à l'eau sodée
Conduit N°4	969776.89 6900358.9	Bâtiment 19 – sortie scrubber	Traitement, par scrubber, des captations issues des stockages d'acide Acrylique (AA)
Conduit N°5	969583.65 6900154	Bâtiment 56 – sortie scrubber dispersants	Traitement, par scrubber, des vapeurs d'acide acryliques issues des réacteurs process
Conduit N°6	969516.75 6900133.7	Bâtiment 56 – Poly N-VinylFormamide	Rejet issu des réacteurs de polymérisation
Conduit N°7	969522.64 6900174.2	Bâtiment 55 – Anhydride Succinique Alkenyl (ASA)	Rejet issu de réacteur de production d'ASA
Conduit N°8	969590.17 6900127.6	Bâtiment 56 – NOx	Sécheurs gaz
Conduit N°9	969596.47 6900127.6	Bâtiment 56 – Poussière	Sécheurs filtres
Conduit N°10	969647.62 6900174.2	Bâtiment 57 – résines polyamidoamine épichlorhydrine (PAE) – sortie scrubber	Traitement, par scrubber, des rejets issus des réacteurs de production PAE
Conduit N°11A	969676.66 6900164.9	Bâtiment 58 – Chaudière vapeur 1	Combustible utilisé : gaz naturel
Conduit N°11B	969687.43 6900165.1	Bâtiment 58 – Chaudière vapeur 2	Combustible utilisé : gaz naturel
Conduit N°11C	969676.66 6900160.8	Bâtiment 58 – Chaudière huile 1	Combustible utilisé : gaz naturel
Conduit N°11D	969687.41 6900160.3	Bâtiment 58 – Chaudière huile 2	Combustible utilisé : gaz naturel
Conduit N°11E	969684.5 6900443.2	Bâtiment 01 – Chaudière eau chaude 1	Combustible utilisé : gaz naturel
Conduit N°11F	969689.5 6900443.2	Bâtiment 01 – Chaudière eau chaude 2	Combustible utilisé : gaz naturel
Conduit N°12	969677.1 6900136	Bâtiment 59 – anhydride maléique – sortie scrubber	Traitement, par scrubber, des vapeurs issues du stockage d'acide maléique
Conduit N°13	969552 6900125.6	Bâtiment 61 – acide chlorhydrique – sortie scrubber	Traitement, par scrubber, des vapeurs issues du stockage d'acide chlorhydrique

### Article 2.1.1.2 – Conditions générales de rejet

	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm³/h)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)	Durée annuelle de fonctionnement (h)
Conduit N° 1	14	0,049	40	5	5 500
Conduit N° 2	15	0,061	62,5	5	5 500
Conduit N° 3	15	0,2	1250	5	5 500
Conduit N°A	13	0,16	150	5	104
Conduit N°B	12	0,16	150	5	8 760
Conduit N° 4	24	0,25	200	5	8 760
Conduit N° 5	24	0,25	500	5	5 500
Conduit N° 6	21	0,25	500	5	5 500
Conduit N° 7	24	0,25	500	5	5 500
Conduit N° 8	25	0,25	20 000	8	5 500
Conduit N° 9	24	0,25	1 400	5	5 500
Conduit N°10	24	0,25	500	5	5 500
Conduit N°11A	22	0,25	3 792,5	5	5 500
Conduit N°11B	22	0,25	3 792,5	5	5 500
Conduit N°11C	22	0,25	2 665	5	5 500
Conduit N°11D	22	0,25	2 665	5	5 500
Conduit N°11E	10	0,20	246	5	5 500
Conduit N°11F	10	0,20	246	5	5 500
Conduit N° 12	16	0,25	200	5	5 500
Conduit N° 13	23	0,25	200	5	5 500

## CHAPITRE 2.2 – LIMITATION DES REJETS

### Article 2.2.1 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

#### Article 2.2.1.1 – Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1		
		Concentration mg/Nm³	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C dont chlorure de benzyle ( $\alpha$ -Chlorotoluène) – code CAS : 100-44-7 (COV CMR Cat. 1)	-	20 (moyenne journalière)	< 2,5	< 13,75

Paramètre	Code CAS	Conduit n°2		
		Concentration mg/Nm³	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C dont chlorure de méthyle (chlorométhane) – code CAS : 74-87-3 (COV CMR Cat. 2)	-	20 (moyenne journalière)	< 100	< 550



Paramètre	Code CAS	Conduit n°3		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C	-	20 (moyenne journalière)	200	1 100
Epichlorhydrine (EPI) (COV CMR Cat. 1)	106-89-8	-	< 2,5	< 13,75

Paramètre	Code CAS	Conduit n°A		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C dont chlorure de benzyle (α-Chlorotoluène) – code CAS : 100-44-7 (COV CMR Cat. 1)	-	20 (mesure représentative du fonctionnement de l'installation)	< 2,5	0,3

Paramètre	Code CAS	Conduit n°B		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Chlorure d'hydrogène (HCl)	7647-01-0	10	50	438

Paramètre	Code CAS	Conduit n°4		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C dont acide acrylique (AA) – code CAS : 79-10-7 (Annexe III de l'AM du 02/02/1998 modifié susvisé)	-	-	100	876

Paramètre	Code CAS	Conduit n°5		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C dont acide acrylique (AA) – code CAS : 79-10-7 (Annexe III de l'AM du 02/02/1998 modifié susvisé)	-	-	100	550

Paramètre	Code CAS	Conduit n°6		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C dont acétaldéhyde – code CAS : 75-07-0 (COV CMR Cat. 1)	-	20 (mesure représentative du fonctionnement de l'installation)	< 2,5	< 13,75

Paramètre	Code CAS	Conduit n°7		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C	-	-	< 200	< 1 100

Paramètre	Code CAS	Conduit n°8		
		Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux total	
			g/h	kg/an
NOx – équivalent NO <sub>2</sub>	108-30-5	-	< 1 000	-

Paramètre	Code CAS	Conduit n°9		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Poussières (y compris PM <sub>2,5</sub> et PM <sub>10</sub> )	-	100 (mesure représentative du fonctionnement de l'installation)	< 100	-

Paramètre	Code CAS	Conduit n°10		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C	-	20 (mesure représentative du fonctionnement de l'installation)	200	1 100
Epichlorhydrine (EPI) (COV CMR Cat. 1)	106-89-8	-	< 2,5	< 13,75
Poussières d'acide adipique (Acide 1,6-hexanedioïque) – y compris PM <sub>2,5</sub> et PM <sub>10</sub>	124-04-9	5 (mesure représentative du fonctionnement de l'installation)	200	1 100

Paramètre	Code CAS	Conduits n°11A et 11B		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total par conduit	
			g/h	kg/an
NOx – équivalent NO <sub>2</sub>	-	100	380	2 086
CO	630-08-0	100	380	2 086

Paramètre	Code CAS	Conduits n°11C et 11D		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total par conduit	
			g/h	kg/an
NOx – équivalent NO <sub>2</sub>	-	100	267	1 466
CO	630-08-0	100	267	1 466

Paramètre	Code CAS	Conduits n°12		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
COVT	-	-	< 200	< 1 100
Poussières d'acide maléique – y compris PM <sub>2,5</sub> et PM <sub>10</sub>	110-16-7	5 (mesure représentative du fonctionnement de l'installation)	200	1 100

Paramètre	Code CAS	Conduits n°13		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux total	
			g/h	kg/an
Chlorure d'hydrogène (HCl)	7647-01-0	10	50	275

## Article 2.2.2 – Odeurs

### Article 2.2.2.1 – Plan de gestion des odeurs

L'exploitant a recours à un plan de gestion des odeurs comprenant :

1. un protocole de surveillance des odeurs ;
2. un programme d'élimination des odeurs en vue de détecter et d'éliminer ou de réduire les émissions odorantes ;

3. un protocole d'enregistrement des incidents liés aux odeurs, des mesures à prendre et du calendrier de mise en œuvre ;
4. un relevé des problèmes d'odeurs rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion auprès des personnes concernées des informations relatives aux problèmes d'odeurs rencontrés.

#### Article 2.2.2.2 – Identification et caractérisation des sources odorantes

Dans le cadre du plan de gestion des odeurs visé à l'article 2.2.2.1 du présent arrêté, l'exploitant identifie les différentes sources pouvant faire l'objet de rejets potentiellement odorants et leur type : source canalisée, canalisable, diffuse surfacique, diffuse fugitive, etc.

Sont considérés comme rejets potentiellement odorants au sens du présent arrêté, les rejets contenant notamment une ou plusieurs substances listées ci-après : acétaldéhyde, acide adipique, acide acrylique, anhydride succinique alkenyl, anhydride maléique, chlorure de benzyle, chlorure de méthyle, diéthylènetriamine, diméthylamine, l'épichlorhydrine et l'acide chlorhydrique.

Si des rejets provoquent de manière persistante une gêne pour le voisinage, l'installation d'un dispositif efficace de traitement pourra être imposée par l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées pourra demander que l'exploitant réalise à ses frais des mesures d'odeurs qu'il lui transmettra.

#### Article 2.2.3 – Bilan massique composé organique volatil

L'exploitant tient à jour un bilan massique et le transmet annuellement à l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 2.3 – SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE**

#### Article 2.3.1 – Auto-surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°1 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence de prélèvement et d'analyse	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
COVT, exprimé en C		
dont chlorure de benzyle ( $\alpha$ -Chlorotoluène) – code CAS : 100-44-7 (COV CMR Cat. 1)		

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°2 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
COVT, exprimé en C		
dont chlorure de méthyle (chlorométhane) – code CAS : 74-87-3 (COV CMR Cat. 2)		

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°3 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
COVT, exprimé en C		
Epichlorhydrine (EPI) (COV CMR Cat. 1)		

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°A dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
Carbone organique volatil total (COVT), exprimé en C	Semestrielle	
dont chlorure de benzyle ( $\alpha$ -Chlorotoluène) – code CAS : 100-44-7 (COV CMR Cat. 1)		

L'exploitant assure une auto-surveillance des rejets N°4 et 5 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
COVT, exprimé en C	Semestrielle	
dont acide acrylique (AA) – code CAS : 79-10-7 (Annexe III de l'AM du 02/02/1998 modifié susvisé)		

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°6 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
COVT, exprimé en C	Semestrielle	
dont acétaldéhyde – code CAS : 75-07-0 (COV CMR Cat. 1)		

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°7 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
COVT, exprimé en C	Semestrielle	

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°8 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
NOx	Semestrielle	



L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°9 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
Poussières – y compris PM <sub>2,5</sub> et PM <sub>10</sub>	Annuelle	

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°10 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
COVT, exprimé en C	Semestrielle	
Epichlorhydrine (EPI) (COV CMR Cat. 1)		
Poussières d'acide adipique (Acide 1,6-hexanedioïque) – y compris PM <sub>2,5</sub> et PM <sub>10</sub>		

L'exploitant assure une auto-surveillance des rejets N°11A, 11B, 11C et 11D dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Triennale	Triennale
Température		
CO		
NOx – eq NO <sub>2</sub>		

L'exploitant assure une auto-surveillance du rejet N°12 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
COVT, exprimé en C	Semestrielle	
Poussière acide maléique – y compris PM <sub>2,5</sub> et PM <sub>10</sub>		

L'exploitant assure une auto-surveillance des rejets N°B et N°13 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	Continue	Annuelle
Température		
HCl	Annuelle	

### **Article 2.3.2 – Surveillance des émissions diffuses**

Dans un délai d'un an à compter du présent arrêté pour les installations existantes et dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service des installations nouvelles, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- un inventaire des sources potentielles d'émissions diffuses fugitives et non fugitives de COV et la caractérisation des substances ;
- les résultats de la première campagne de mesure des émissions diffuses fugitives et non fugitives de COV ;
- un programme de surveillance des émissions diffuses fugitives, pour l'ensemble du périmètre IED, précisant les équipements concernés par la surveillance des émissions, la localisation et le nombre de points devant être quantifiés annuellement, la méthode de quantification utilisée ;

- un programme de surveillance des émissions non fugitives, pour l'ensemble du périmètre IED, précisant les sources concernées par la surveillance des émissions, la localisation des points de prélèvement, la fréquence de surveillance et d'analyse, les paramètres à analyser et la méthode de détermination utilisée.

La surveillance concerne à minima les paramètres visés à l'article 2.2.1.1 et est réalisée à une fréquence minimale annuelle. Les éventuelles actions correctives sont mises en place dès que possible et au plus tard avant la prochaine échéance de surveillance.

### **Article 2.3.3 – Mesures « comparatives »**

Conformément aux dispositions prévues à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, l'exploitant fait procéder à des mesures réglementaires comparatives (prélèvement et analyse), à minima tous les deux ans, par un organisme différent de celui réalisant l'autosurveillance :

- agréé pour les paramètres concernés ;
- ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément.

## **TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **CHAPITRE 3.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **Article 3.1.1 – Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

En complément des dispositions des articles 14 et 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, les prélèvements d'eau dans le milieu sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Usages	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'alimentation en eau potable	Réseau de la ZAC de Saint-Avoid – Société des Eaux de l'Est (SEE)	Sanitaires, procédé, lavages, rinçages, tours aéroréfrigérantes, laboratoire et réserve incendie 600m <sup>3</sup>	168 500
Eaux souterraines (Forages exploités par SEE)	Nappe profonde des Grès du Trias Inférieur (GTI)	Eau d'extinction incendie (poteaux incendie, réseau incendie du procédé)	10 000

L'approvisionnement en eau de toutes origines via des réseaux gérés par des tiers fait l'objet de conventions écrites tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 3.2 – CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET**

#### **Article 3.2.1 – Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux de process ;
- les eaux de lavage divers ;
- les eaux de lavage des lignes du process, soit réutilisées dans le process industriel soit envoyées vers le bassin ERI 800 m<sup>3</sup> ou le bassin ERI B52 soit en destruction finale selon la nature et le type de déchet ;
- les eaux d'extinction incendie ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées type voiries ;
- les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées type toitures ;

- les eaux de purges de déconcentration des circuits de refroidissement ;
- les eaux de purges des chaudières.

### **Article 3.2.2 – Points de rejet externe**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet internes et externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet et conditions de raccordement	Traitement avant rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective
<b>Point N°1A</b>	969949.769 6900436.631	Eaux usées domestiques <u>ateliers</u> <u>« quaternisation »</u> et <u>« polyamines »</u>	Réseau eaux usées de la CASAS*	-	Station d'épuration urbaine de Saint-Avoid (025760601316) avant rejet
<b>Point N°1B</b>	969303.726 6900095.375	Eaux usées domestiques <u>Bâtiment 90</u>	Réseau eaux usées de la CASAS*	-	Station d'épuration urbaine de Saint-Avoid (025760601316) avant rejet
<b>Point N°1C</b>	969687.340 6899998.291	Eaux usées domestiques <u>atelier « papier »</u>	Réseau eaux usées de la CASAS*	-	Station d'épuration urbaine de Saint-Avoid (025760601316) avant rejet
<b>Point N°2A</b>	969776.025 6900466.110	Eaux de lavage divers, eaux du procédé, eaux d'extinction incendie, débordement accidentel des rétentions déportées associées aux cuves de matières premières et eaux pluviales susceptibles d'être polluées <u>ateliers</u> <u>« quaternisation »</u> et <u>« polyamines »</u>	Bassin ERI 800m <sup>3</sup> bi-compartment (bassin 100 m <sup>3</sup> relié au bassin 700m <sup>3</sup> par système de surverse) puis transfert par camion vers milieu récepteur	-	Station biologique puis station de traitement final, gérées par Arkema (transfert par camion) avant rejet dans le Merle
<b>Point N°2B</b>	969751.386 6900065.869	Eaux de lavages divers, eaux du procédé, eaux d'extinction incendie, débordement accidentel des rétentions déportées associées aux cuves de matières premières et eaux pluviales susceptibles d'être polluées <u>atelier « papier »</u>	Bassin ERI B52 tri-compartment (2 bassins 150 m <sup>3</sup> reliés au troisième bassin 2 600 m <sup>3</sup> par système de surverse) puis transfert par camion vers milieu récepteur	-	Station biologique puis station de traitement final, gérées par Arkema (transfert par camion) avant rejet dans le Merle
<b>Point N°3A</b>	969950.800 6900438.012	Eaux pluviales de voiries et toitures issues de la zone <u>ateliers</u> <u>« quaternisation »</u> et <u>« polyamines »</u>	Réseau eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort – Branche 1	Débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures	La Rosselle
<b>Point N°3B</b>	969305.213 6900096.445	Eaux pluviales de voiries et toitures issues de la zone	Réseau eaux pluviales de la zone industrielle de	Débourbeurs / séparateurs à	La Rosselle

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet et conditions de raccordement	Traitement avant rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective
		<u>bâtiment 90</u>	l'Europort – Branche 3	hydrocarbures	
<b>Point N°3C</b>	969688.557 6899999.402	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées de voiries issues de la zone <u>atelier « papier »</u>	Réseau eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort – Branche 3	Débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures	La Rosselle
<b>Point N°3D</b>	969688.557 6899999.402	Eaux pluviales de toitures issues de la zone <u>atelier « papier »</u>	Réseau eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort via le bassin d'orage du site – Branche 3	<u>Non relié</u> au débourbeurs / séparateurs à hydrocarbures	La Rosselle

\*CASAS : communauté d'agglomération de Saint-Avold Synergie

### **Article 3.2.3 – Points de rejet interne**

Réf.	Nature des effluents	Traitement préalable	Exutoire du rejet
<b>Point N°11A</b>	eaux de purges des TAR avant dilution avec d'autres effluents <u>ateliers « quaternisation » et « polyamines »</u>	UV et H <sub>2</sub> O <sub>2</sub>	Point N°3A
<b>Point N°11B</b>	eaux de purges des TAR avant dilution avec d'autres effluents <u>atelier « papier »</u>	Électrolyse	Point N°2B (ERI)
<b>Point N°12A</b>	eaux de purges des chaudières avant dilution avec d'autres effluents <u>atelier « papier »</u>	Neutralisation du pH	Point N°2B (ERI)

### **Article 3.2.4 – Dispositions générales**

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects, d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager, directement ou indirectement des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables.

### **Article 3.2.5 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de collecte, traitement et rejet**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

#### **- Conception et ouvrages de collecte des eaux pluviales :**

- Ateliers « quaternisation » et « polyamines »

Les eaux pluviales de toiture et de voiries des ateliers « quaternisation » et « polyamines » sont recueillies dans un bassin appelé « bassin Nord », situé en partie nord-est du site.

Il est constitué de deux bassins reliés l'un à l'autre et dont le volume total est de 1 450 m<sup>3</sup>.

Ce bassin sert de tampon et recueille les eaux pluviales des ateliers « chlorométhylation » et « polyamines » avant rejet vers le débourbeur/déshuileur et le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort.

Le séparateur d'hydrocarbures est muni d'un détecteur d'hydrocarbures avec report d'alarme en salle de contrôle. En aval du séparateur d'hydrocarbures, un second dispositif (type obturateur gonflable) permet de stopper l'évacuation des eaux pluviales vers le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort.

L'obturateur peut être déclenché manuellement sur place ou depuis la salle de commande de l'atelier chlorométhylation.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales de la zone atelier « quaternisation » et « polyamines » vers le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort est de 3 l/s/ha, soit 7,2 l/s.

- Atelier papier

Elles sont recueillies dans un bassin appelé « bassin B52 eau pluviale », situé en partie sud-est du site. Il est constitué de deux bassins reliés entre eux gravitairement :

- bassin B52 EP1 (= pré-bassin) dont le volume est de 1 000 m<sup>3</sup> ;
- bassin B52 EP2 dont le volume est de 3 746 m<sup>3</sup>.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales de la zone atelier « papier » vers le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle de l'Europort est de 3 l/s/ha, soit 26,5 l/s.

- **Conception et ouvrages de collecte des eaux susceptibles d'être polluées :**

- Ateliers « quaternisation » et « polyamines »

Les eaux potentiellement polluées des ateliers « quaternisation » et « polyamines » sont recueillies dans un bassin de 800 m<sup>3</sup> (ERI 800 m<sup>3</sup>) qui est composé d'un bassin de 100 m<sup>3</sup> connecté à un bassin de 700 m<sup>3</sup> par un système de surverse. Le bassin de 700 m<sup>3</sup> est vide en fonctionnement normal.

- Atelier « papier »

Les eaux potentiellement polluées de l'atelier « papier » sont recueillies dans un bassin nommé B52 ERI qui est composé de trois bassins : deux bassins B52 ERI1 et B52 ERI2 de 150m<sup>3</sup> connectés à un bassin B52 ERI3 de 2 600 m<sup>3</sup> par un système de surverse. Le bassin de 2 600 m<sup>3</sup> est vide en fonctionnement normal.

### **CHAPITRE 3.3 – LIMITATION DES REJETS INTERNES ET EXTERNES**

#### **Article 3.3.1 – Caractéristiques des rejets externes et internes**

En complément des dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

##### **Article 3.3.1.1 – Caractéristiques des effluents au niveau des points de rejet N°1A, 1B et 1C**

Les eaux usées sanitaires et domestiques sont évacuées conformément aux règlements en vigueur.

##### **Article 3.3.1.2 – Caractéristiques des effluents au niveau des points de rejet N°2A et 2B**

Selon la caractérisation de l'effluent collecté dans le bassin ERI 800 m<sup>3</sup> ou du bassin ERI B52 mentionnée à l'article 3.2.5 du présent arrêté, celui-ci est pompé puis :

- recyclé dans le process ;



OU

- expédié par camion-citerne à la station de traitement biologique exploitée par la société Arkema France sur son site de Saint-Avold, après obtention de son accord ;

OU

- expédié par camion-citerne dans un centre de traitement des déchets conformément au chapitre 4.3.

Les eaux issues du bassin ERI 800 m<sup>3</sup> et du bassin ERI B52 ne peuvent pas être redirigées dans les réseaux d'eaux pluviales.

Pour être expédiés à la station de traitement biologique exploitée par la société Arkema France, les effluents aqueux au niveau des points de rejet N°2A et 2B respectent, pour chaque point de rejet, les valeurs limites d'émission suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)
pH	1302	5,5 – 8,5
Température	1301	30 °C
Hydrocarbures totaux	7009	6,6
MEST	1305	176
DCO	1314	17 301
DBO <sub>5</sub>	1313	40 323
Azote global	1551	427
Phosphore total	1350	9,1
Indice phénol	1440	0,5
Ion fluorure (F-)	7073	42
Composés organiques halogénés adsorbables (AOX)	1106	1,5
Indice cyanures totaux	1390	0,1
Chrome et composés (en Cr)	1389	0,09
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	0,09
Plomb et composés (en Pb)	1382	0,032
Fer et composés (en Fe)	1393	5
Aluminium et composés (en Al)	1370	5
Fer + Aluminium	7714	5
Manganèse et composés (en Mn)	1394	1,5
Etain et ses composés (en Sn)	1380	2
Arsenic et composés (en As)	369	0,01
Cadmium et composés (en Cd)	1388	0,004
Nonylphénol	-	0,025
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	0,05
Zinc et composés (en Zn)	1383	3,1
Cuivre et composés (en Cu)	1392	0,14
Nickel et composés (en Ni)	1386	0,22
Benzène	1114	0,085
Toluène	1278	0,72

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale (mg/l)
Xylènes	1780	0,1
Éthylbenzène	1497	0,18
HAP (Benzo (a) pyrène, Benzo (b) fluoranthène, Benzo (k) fluoranthène, Benzo (g, h, i) perylène, Indeno (1,2,3-cd) pyrène)	7088	0,025
Fluoranthène	1191	0,025
Chlorure de vinyle	1753	0,05
1,2-dichloroéthane	1161	0,025

Article 3.3.1.3 – Caractéristiques des effluents au niveau des points de rejet N°3A, 3B, 3C et 3D

En complément des dispositions réglementaires prévues à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, les effluents aqueux au niveau des points de rejet N°3A, 3B, 3C et 3D respectent, pour chaque point de rejet, les valeurs limites d'émission ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale instantanée (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Débit		3 l/s/ha	
Température	1301	< 30 °C	
pH	1302	5,5 – 8,5	
Couleur	-	100 mg Pr/l	
DCO	1305	125	5
DBO <sub>5</sub>	1313	100	2
MEST	1314	35	3
Azote global	1551	30	50
Phosphore total	1350	10	1
Ion fluorure (F)	7073	30	-
AOX	1106	0,5	-
Arsenic (As)	1369	0,025	-
Chrome (Cr)	1389	0,05	-
Cuivre (Cu)	1392	0,05	-
Fer (Fe)	1393	5	-
Nickel (Ni)	1386	0,05	-
Plomb (Pb)	1382	0,025	-
Zinc (Zn)	1383	0,8	-
Chlorures	1337	-	-
Bromures	6505	-	-
Hydrocarbures totaux	7009	10	-
Bromoforme	1122	-	-
Chloroforme (trichlorométhane)	1135	0,05	-
Somme des trihalométhanes (THM)	2036	1	-

Article 3.3.1.4 – Caractéristiques des effluents au niveau du point de rejet N°11A et 11B

À l'exception de l'aménagement prévu à l'article 1.1.5 les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes (point de rejet n°11A et 11B) respectent, avant dilution avec d'autres effluents, les valeurs limites d'émission fixées à l'arrêté ministériel de prescription générale du 14 décembre 2013 modifié susvisé.

### Article 3.3.1.5 – Caractéristiques des effluents au niveau du point de rejet N°12A

Les eaux de purge des chaudières (point de rejet n°12A) respectent, avant dilution avec d'autres effluents, les valeurs limites d'émission fixées à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susvisé.

## **CHAPITRE 3.4 – SURVEILLANCE DES REJETS EXTERNES**

### Article 3.4.1 – Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants, par l'intermédiaire d'un laboratoire agréé :

Point rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Auto-surveillance	Contrôle extérieur	Fréquence de transmission
<b>N°2A et 2B (externe)</b>	Température	1301	Prélèvement ponctuel avant évacuation	Systématiquement avant évacuation vers la station biologique Arkema	-	Documents tenus à la disposition de l'inspection
	pH	1302				
	DCO	1314				
	Azote global	1551				
<b>N°2A et 2B (externe)</b>	pH	1302	Prélèvement ponctuel	-	Trimestrielle	Avant le 15 du mois suivant la réalisation des mesures
	Température	1301				
	Hydrocarbures totaux	7009				
	MEST	1305				
	DCO	1314				
	DBO <sub>5</sub>	1313				
	Azote global	1551				
	Phosphore total	1350				
	Indice phénol	1440				
	Ion fluorure (F-)	7073				
	Composés organiques halogénés adsorbables (AOX)	1106				
	Indice cyanures totaux	1390				
	Chrome et composés (en Cr)	1389				
	Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371				
	Plomb et composés (en Pb)	1382				
	Fer et composés (en Fe)	1393				
	Aluminium et composés (en Al)	1370				
	Fer + Aluminium	7714				
	Manganèse et composés (en Mn)	1394				
	Etain et ses composés (en Sn)	1380				
	Arsenic et composés (en As)	369				
	Cadmium et composés (en Cd)	1388				
	Nonylphénol	-				
	Trichlorométhane (chloroforme)	1135				

Point rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Auto-surveillance	Contrôle extérieur	Fréquence de transmission
	Zinc et composés (en Zn)	1383				
	Cuivre et composés (en Cu)	1392				
	Nickel et composés (en Ni)	1386				
	Benzène	1114				
	Toluène	1278				
	Xylènes	1780				
	Éthylbenzène	1497				
	HAP (Benzo (a) pyrène, Benzo (b) fluoranthène, Benzo (k) fluoranthène, Benzo (g, h, i) perylène, Indeno (1,2,3-cd) pyrène)	7088				
	Fluoranthène	1191				
	Chlorure de vinyle	1753				
1,2-dichloroéthane	1161					
N°3A, 3B, 3C et 3D (externes)	Température	1301	24 h asservi débit	Annuelle	-	Avant le 15 du mois suivant la réalisation des mesures
	Couleur	-				
	pH	1302		Trimestrielle		
	COT	1841				
	DCO	1305		Annuelle		
	DBO <sub>5</sub>	1313				
	MEST	1314		Trimestrielle		
	Azote global	1551				
	Phosphore total	1350		Annuelle		
	Ion fluorure (F-)	7073				
	AOX	1106		Trimestrielle		
	Arsenic (As)	1369				
	Chrome (Cr)	1389		Annuelle		
	Cuivre (Cu)	1392				
	Fer (Fe)	1393		Trimestrielle		
	Nickel (Ni)	1386				
	Plomb (Pb)	1382		Trimestrielle		
	Zinc (Zn)	1383				
	Chlorures	1337		Annuelle		
	Bromures	6505				
	Hydrocarbures totaux	7009		Trimestrielle		
	Bromoforme	1122				
	Chloroforme	1135		Annuelle		
	Somme des trihalométhanes	2036				

**Article 3.4.2 – Campagne initiale de caractérisation des eaux industrielles (point de rejet n°2A et 2B)**

L'exploitant met en œuvre sous un délai de 6 mois à compter de la mise en service des nouvelles installations de l'atelier papier, un programme de surveillance des eaux industrielles avant envoi à la station de traitement biologique exploitée par Arkema France (points de rejet référencés n°2A et 2B) dans les conditions suivantes : 1 mesure mensuelle représentative du fonctionnement normal de l'installation sur 3 mois consécutifs.

Les mesures réalisées portent a minima sur l'ensemble des substances suivantes :

- substances représentatives de l'état chimique et de l'état écologique (paramètres physico-chimiques et polluants spécifiques de l'état écologique synthétiques et non synthétiques), figurant dans les tableaux 38, 43, 44 et 87 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié susvisé ;
- substances qui font l'objet d'une auto-surveillance réglementée en sortie de la station de traitement final exploitée par la société ARKEMA France (paramètres définis à l'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-169 du 27 mai 2015 modifié).

Les référentiels à utiliser sont en particulier :

- l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié susvisé ;
- le guide ministériel de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau de janvier 2018 ;
- le guide ministériel de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2018.

Les limites de quantification pour chaque substance doivent répondre aux critères minimaux fixés dans l'avis du 19 octobre 2019 relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de 18 mois à compter de la mise en service initiale des installations, un rapport de synthèse de la surveillance devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des résultats des mesures sous une forme synthétique, comprenant pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les 3 échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen, calculés à partir des 3 mesures et les limites de détection et de quantification pour chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent article ;
- dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- un tableau présentant les flux issus de l'établissement envoyés au milieu récepteur, à partir du tableau cité au premier tiret du présent article et tenant compte de l'abattement des stations de traitement d'Arkema France ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander une révision de l'article 3.3.1.2 du présent arrêté.

### CHAPITRE 3.5 – SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

#### Article 3.5.1 – Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	Coordonnées Lambert 93	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
F206	(forage exploité par SEE)	BSS000KTJY	Amont/latéral hydraulique	Nappe profonde des Grès du Trias Inférieur (GTI)	112,3 m
F230	(forage exploité par SEE)	BSS000KTJX	Aval hydraulique		121 m



Pt de mesure	Coordonnées Lambert 93	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PzSNF	X : 969848 Y : 6900480	BSS000KTRE	Aval hydraulique		70 m
F207	X : 969032 Y : 6899948	BSS000KTJZ	Amont hydraulique		118 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en Annexe 1.1.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Pt de mesure	Fréquence
pH	1301	F206, F230, PzSNF, F207	Semestrielle (hautes eaux, basses eaux)
DCO	1314		
DBO5	1313		
Azote global	1551		
Azote oxydé (NO <sub>2</sub> + NO <sub>3</sub> )	1038		
Azote Kjeldahl	1319		
Hydrocarbures totaux	7009		
BTEX	5918		
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP16)	6136		
AOX	1106		
Epichlorhydrine	1494		
Chlorure de benzyle (α-Chlorotoluène)	1579		
Chlorure de méthyle (chlorométhane)	1736		
Ethylène glycol	2718		

### **Article 3.5.2 – Surveillance des sols**

Avant la mise en service des installations nouvellement autorisées ou au plus tard six mois après la mise en service de celles-ci, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- une mise à jour du rapport de base intégrant l'ensemble du périmètre IED ;
- un programme de surveillance de la qualité des sols pour l'ensemble du périmètre IED précisant la localisation des points de prélèvement, la fréquence de prélèvement et d'analyse, les paramètres à analyser.

La surveillance concerne a minima les paramètres identifiés dans le rapport de base susvisé et est réalisée à une fréquence minimale décennale.

## **CHAPITRE 3.6 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE**

### **Article 3.6.1 – Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse**

Le passage en période de sécheresse ou en situation hydrologique critique se fait dès lors qu'un arrêté préfectoral, portant limitation des usages de l'eau sur l'ensemble des cours d'eau du département de la Moselle ou sur le bassin versant de la Sarre est publié.

Tel que prévu aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié susvisé et dès lors qu'un arrêté préfectoral sécheresse est pris pour le département de la Moselle, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers conformément aux limites suivantes :

Origine de la ressource ou du rejet	Masse d'eau concernée	Prélèvement journalier maximum selon le niveau de vigilance (m³/j)			
		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Réseau d'eau potable	Réseau de la ZAC de Saint-Avoid – Société des Eaux de l'Est (SEE)	461,5	438,4	415,3	346,1

## TITRE 4 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

### CHAPITRE 4.1 – LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT ET DE VIBRATIONS

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les zones à émergence réglementée ainsi que les points de mesure en limite de propriété sont définis sur le plan en Annexe 1.2.

#### **Article 4.1.1 – Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

#### **Article 4.1.2 – Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par un organisme qualifié un an au maximum après la mise en service des nouvelles installations de l'atelier « papier » autorisées par le présent arrêté puis tous les 5 ans.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée (ZER).

Les modalités et les résultats de la surveillance des émissions sonores sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 4.2 – BIODIVERSITÉ – MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET D'ACCOMPAGNEMENT

La présente autorisation est accordée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures décrites dans le dossier et résumées ci-dessous. Le bénéficiaire est tenu de respecter l'ensemble des valeurs et des engagements annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **Article 4.2.1 – Mesures d'évitement**

##### **ME01 Adaptation de la période de travaux du site aux sensibilités de la faune**

Les travaux se déroulent uniquement à l'intérieur de plage horaire de 9 h à 18 h. Les travaux de débroussaillage se déroulent en dehors des périodes de sensibilité de la faune, donc uniquement du mois d'octobre au mois de février. Les espaces verts sont entretenus par fauche centrifuge et en 2 fauches annuelles. La première intervient en mars, la seconde en octobre.

Considérant le risque lié à la présence de végétation à proximité directe des installations industrielles, les prescriptions relatives à la méthode de débroussaillage et aux fréquences de fauches susmentionnées ne s'appliquent pas pour les zones situées à proximité des installations industrielles. L'exploitant transmet, dans un délai d'un mois à compter de la

notification du présent arrêté, le protocole mis en place ainsi que le plan des zones concernées par les travaux de débroussaillage à proximité des installations industrielles du site.

#### ME02 Délimitation des emprises chantier pour éviter toute extension

Les emprises de chantier sont réduites au maximum et clairement délimitées (barrières, grillage, etc.). Aucun stockage ne doit être mis en œuvre en dehors des aires dédiées au sein du site. Aucun arbre ou arbuste existant ne doit être abattu.

### **Article 4.2.2 – Mesures de réduction**

#### MR01 Assistance environnementale en phase chantier par un écologue

Un ingénieur écologue à compétences naturalistes est chargé de contrôler la bonne réalisation du chantier et des mesures d'atténuation par des visites de chantier, de réaliser des comptes-rendus à la suite de ces visites et de conseiller le maître d'ouvrage dans le cas de rencontres d'imprévus. Il intervient en appui à l'ingénieur environnement en amont et pendant le chantier.

Les compte-rendus de visites sont tenus à la disposition des inspecteurs de l'environnement.

#### MR02 Évitement de l'attractivité des habitats en phase travaux

Les intervenants du chantier sont formés au début des travaux par un ingénieur écologue afin d'être sensibilisés aux enjeux écologiques notamment liés à la présence d'amphibiens pionniers. Durant la phase de chantier, entre les mois de mars et de septembre, à la fin de chaque journée de chantier, le terrain est systématiquement aplani, les dépressions et ornière comblées. L'identification d'individus d'amphibiens sur l'emprise du chantier est signalée à l'ingénieur écologue en charge de l'assistance et du suivi du chantier et les mesures adéquates à leur protection sont prises.

#### MR03 Mise en place de barrières anti-retours durant la phase de chantier

Le bassin de rétention des eaux pluviales de chantier est mis en défens durant la phase de chantier, afin d'empêcher les amphibiens d'accéder aux emprises chantiers. L'écologue en charge du suivi de chantier est chargé de veiller au respect de cette mesure sur le chantier. Il assiste les intervenants pour la mise en place des barrières étanches ou semi-étanches et contrôle ensuite régulièrement leur état.

#### MR04 Adaptation de l'éclairage aux usages et aux espèces

Afin de limiter la pollution lumineuse et afin de réduire au maximum ses effets sur la faune, notamment nocturne, l'éclairage du site est adapté au niveau des temps d'éclairage, de la couleur de l'éclairage, de l'orientation et de l'intensité lumineuse.

#### MR05 Fauchage et débroussaillage centrifuge

Sur l'ensemble des parcelles à faucher, en phase travaux et aussi en phase d'exploitation, le fauchage est réalisé selon une méthode centrifuge et à une vitesse inférieure à 8 km/h, afin de limiter au maximum les risques de mortalité de la faune. Cette technique s'applique également aux opérations de débroussaillage.

#### MR06 Réduction des risques de pollutions chroniques ou accidentelles en phase travaux

Des mesures de protection des milieux telles que décrites dans le dossier sont mises en œuvre pendant la phase de chantier afin de limiter au maximum le risque de pollution chronique ou accidentelle.

#### MR07 Éviter la propagation des espèces exotiques envahissantes

Afin d'éviter la propagation et réduire la présence d'espèces exotiques envahissantes (EEE) sur l'ensemble du projet, la terre végétale décapée et prélevée localement est stockée et

réutilisée sur site. Un protocole de lutte contre les EEE est défini et mis en œuvre durant les phases chantier et exploitation. Toutes les mesures adéquates sont mises en œuvre sans délai pour l'élimination des EEE sur l'ensemble du site. Les produits phytosanitaires sont proscrits.

#### MR08 Création d'une haie arborée

Une haie multi-stratifiée à vocation écologique (dont les caractéristiques sont décrites dans le dossier) est implantée sur un linéaire d'au moins 200 mètres et sur au moins 2 rangées, à l'est du site et en bordure de noue, au plus tard 12 mois après obtention de l'autorisation. Des plants diversifiés d'espèces locales sont utilisés pour la constitution de cette haie. Un espacement maximal d'un mètre entre les plants et de 60 centimètres entre les rangées est à respecter. Des protections anti-rongeurs et de lutte contre la concurrence végétative peuvent être utilisées. Un entretien est effectué durant les 10 premières années et les plants morts sont systématiquement remplacés. La composition des plantations et leur mise en œuvre est suivie par le référent environnement du chantier.

#### MR09 Création d'une noue végétalisée

Une noue végétalisée est créée sur un linéaire d'au moins 200 mètres à l'est du site le long de la haie arborée, afin de recueillir les eaux pluviales et permettre leur infiltration dans le sol, au plus tard 12 mois après obtention de l'autorisation. Afin de lui conférer un intérêt écologique en tant qu'habitat d'espèces protégées mais également corridor écologique local, une végétation hygrophile locale diversifiée est implantée. Ses caractéristiques techniques, ses plantations et son entretien respectent les préconisations décrites dans le dossier.

#### MR10 Conservation d'une partie de la prairie au centre du site et entretien extensif

Au moins 2,3 ha de prairie favorable à la petite faune commune (reptiles, insectes) et à la nidification de l'alouette des champs sont maintenus durant les travaux et durant toute la phase d'exploitation du projet. L'entretien de cette prairie respecte les prescriptions décrites aux mesures ME01 et MR05.

### **Article 4.2.3 – Mesures d'accompagnement**

#### MA01 Mise en place d'espaces refuges pour la faune

Au moins 2 hibernaculums sont créés dans la prairie conservée et/ou à proximité immédiate, selon les préconisations décrites dans le dossier et au plus tard 12 mois après obtention de l'autorisation. Durant la phase chantier, leur construction et leur entretien sont supervisés par un écologue.

Plusieurs autres micro-habitats, sous forme de débris végétaux (tas de branches, tronçons de bois, couverture de feuilles, etc.) accompagnent les hibernaculums afin d'offrir des zones refuges à la faune face à la fréquentation du site et aux opérations d'entretien des espaces verts.

#### MA02 Recherche, sanctuarisation et entretien de 6 hectares de prairie

Au moins 6 hectares de prairie favorable à la nidification de l'Alouette des champs sont à sanctuariser à proximité du site (dans un rayon de moins de 20 km autour du site). Cette mesure peut se concrétiser par la pérennisation d'une ou plusieurs prairies favorables existantes ou par la création d'une ou plusieurs nouvelles prairies favorables. Les prairies auront une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant. L'entretien de ces prairies respectera les prescriptions décrites aux mesures ME01 et MR05. Des preuves de mise en œuvre sur une longue période (au moins 30 ans) sont à apporter, au plus tard 12 mois après obtention de l'autorisation.

#### **Article 4.2.4 – Modalités de suivi**

##### **MS01 Suivi des travaux**

Un écologue assure un suivi de mise en œuvre et de fonctionnalité de l'ensemble des mesures décrites ci-dessus et informe la DREAL de toute difficulté rencontrée.

##### **MS02 Suivi en phase d'exploitation**

Un bureau d'étude spécialisé en écologie est missionné pour réaliser le suivi environnemental post travaux. Les suivis comportent l'inventaire de l'ensemble de la faune mais également de la flore patrimoniale du site, l'analyse du bon fonctionnement des mesures mises en œuvre et de leur efficacité pour les espèces visées et pour les espèces identifiées en phase de suivi, ainsi que, le cas échéant, des préconisations d'amélioration de l'efficacité des aménagements et des mesures en faveur de la biodiversité au regard des objectifs visés. Ces suivis sont réalisés en années n+1, n+2, n+3, n+5, n+10, n+15, n+20 après obtention de l'autorisation, aux fréquences et périodes décrites dans le dossier. Les comptes-rendus détaillés de ces suivis sont envoyés au service Eau Biodiversité et Paysages de la DREAL Grand Est ainsi qu'à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 mars de l'année suivant chaque suivi.

### **CHAPITRE 4.3 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

En complément des dispositions prévues aux articles 44, 45 et 46 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L.541-1 du code de l'environnement.

Les effluents industriels mentionnés à l'article 3.3.1.2 et provenant des laboratoires ainsi que les eaux de lavage des lignes du procédé, lorsqu'elles ne sont pas réutilisées dans le procédé, sont considérés comme des déchets et évacués vers des filières de traitement dûment autorisées.

L'entreposage des déchets du site est réalisé :

- sur la zone A2 du site existant des ateliers « quaternisation » et « polyamines », à côté du bassin ERI 800 m<sup>3</sup>, en rétention directement reliée au bassin ;

ET

- au droit du bâtiment de stockage de déchets nommée « Déchetterie » de l'atelier « papier » et situé à proximité des bâtiments 58 et 59. Cette zone est en rétention, directement reliée au bassin ERI B52.

#### **Article 4.3.1 – Production de déchets, tri, recyclage et valorisation**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	07 01 99	déchets non spécifiés ailleurs
	07 07 12	boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 01 11
Déchets dangereux	07 01 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
	07 01 04*	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
	07 01 08*	autres résidus de réaction et résidus de distillation
	07 07 01*	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
	15 01 10*	emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus
	15 02 02*	absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses



Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
	16 05 04*	gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses
	16 07 08*	déchets contenant des hydrocarbures

## TITRE 5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Outre les dispositions des arrêtés ministériels du 29 septembre 2005 modifié susvisé, des 3 et 4 octobre 2010 modifiés susvisés et du 26 mai 2014 modifié susvisé et des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à la date du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions particulières ci-après.

### CHAPITRE 5.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### **Article 5.1.1 – Dispositions constructives et comportement au feu**

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le degré de résistance au feu est matérialisé au droit des murs, à chacune de leurs extrémités et aisément repérable depuis l'extérieur.

Les percements ou ouvertures effectués dans les murs sont munis de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.

#### **Article 5.1.2 – Installations électriques**

Toutes les installations du nouvel atelier « papier » répondent aux dispositions de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé qui s'appliquent dès la mise en service du nouvel atelier « papier » autorisé par le présent arrêté y compris les points B et C.

#### **Article 5.1.3 – Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

En complément de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé, les bâtiments de production du site sont sur rétention et pour toutes les installations du site disposant d'une rétention, les dispositions de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent.

#### **Article 5.1.4 – Système de détection**

Les dispositions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent pour toutes les nouvelles installations autorisées par le présent arrêté dès la mise en service des installations.

Pour les installations existantes, les dispositions de l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent selon les délais fixés dans cet arrêté ministériel.

#### **Article 5.1.5 – Salles de contrôle**

Toutes les dispositions de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent aux installations du nouvel atelier « papier » autorisé par le présent arrêté dès la mise en service de ces installations.

Pour les installations existantes et les nouvelles installations non liées au nouvel atelier « papier » autorisées par le présent arrêté, les dispositions de l'article 53 de l'arrêté

ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent selon le délai fixé, soit avant le 1<sup>er</sup> juillet 2027.

Les salles de contrôle du site respecte les dispositions du chapitre 5.7 du présent arrêté.

## **CHAPITRE 5.2 – AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **Article 5.2.1 – Étude de dangers**

Avant la mise en service du nouvel atelier « papier » autorisé par le présent arrêté, l'exploitant met à jour et transmet à l'inspection des installations classées l'étude de dangers consolidée afin d'intégrer notamment les évolutions apportées suite aux remarques formulées par l'inspection des installations classées dans le cadre de l'instruction du dossier ainsi que les risques liés à la tuyauterie d'ADAME visée au Titre 6.

L'étude de dangers mise à jour respecte les dispositions prévues par la circulaire du 10 mai 2010 susvisée la concernant.

En outre, l'exploitant procède au réexamen quinquennal de son étude de dangers avant le 31 décembre 2029. La notice de réexamen est conforme à l'avis du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers susvisé.

### **Article 5.2.2 – Clôture**

Le terrain d'implantation de l'usine est entièrement fermé par une clôture robuste d'une hauteur minimum de 2,5 mètres capable d'interdire l'accès à toute personne étrangère à l'exploitation. L'interdiction d'accès aux terrains est signifiée par des panneaux facilement visibles.

Les accès du site se font par des entrées comportant un portail surveillé pendant les périodes d'exploitation et fermé en dehors des périodes de fonctionnement du site.

Les différentes installations constituant l'usine sont implantées à au moins 20 mètres de la clôture de l'exploitation.

### **Article 5.2.3 – Gardiennage**

Une surveillance technique de l'établissement est assurée par du personnel d'astreinte (renvoi des alarmes techniques par GSM). Les modalités de gardiennage sont prises en compte dans le plan d'opération interne (POI).

La surveillance de l'établissement est organisée suivant une consigne qui fixe la nature des contrôles qui doivent être exercés.

### **Article 5.2.4 – Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité**

Des mesures de maîtrise des risques sont prescrites en Annexe 3 « Informations sensibles – non communicable » et respectent les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés. Les barrières techniques retenues comme mesures de maîtrise des risques sont à sécurité positive.

En outre, les barrières de sécurité permettant l'exclusion de phénomènes dangereux ou permettant la décote de la probabilité des événements initiateurs pris en compte dans l'évaluation de la probabilité des scénarios d'accidents majeurs sont mises en œuvre conformément à l'étude de dangers.

### **Article 5.2.5 – Perte d'utilités**

Toutes les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent aux installations du nouvel atelier « papier » autorisé par le présent arrêté dès la mise en service de ces installations.

Pour les installations existantes et les nouvelles installations non liées au nouvel atelier « papier » autorisées par le présent arrêté, les dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent selon le délai fixé, soit avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

### **CHAPITRE 5.3 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **Article 5.3.1 – Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis dans les arrêtés ministériels applicables aux installations. Ils sont complétés et/ou précisés comme ci-après :

- une réserve d'eau incendie de 600 m<sup>3</sup> sur la partie Nord du site pouvant couvrir 2 h de débit des surpresseurs (300 m<sup>3</sup>/h) ;
- un réseau fixe d'eau incendie dédié, maillé et sectionnable au plus près de la pomperie et protégé contre le gel, d'un débit minimum de 300 m<sup>3</sup>/h composé des réseaux suivants :
  - le réseau d'eau industrielle (100 m<sup>3</sup>/h à 6,5 bars avant surpresseur et 250 m<sup>3</sup>/h à 10 bars – Ø 200 après), alimente les poteaux incendie et les systèmes de protection fixes (systèmes déluge, rampe à mousse),
  - le réseau d'eau public (60 m<sup>3</sup>/h à 4 bars – Ø 100), alimente les divers robinets d'incendie armée (RIA) ;
- 12 poteaux incendie munis de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
- 3 surpresseurs (1 électrique et 2 diesels) ;
- 4 réserves en émulseur, totalisant une capacité minimale de 20 000 L, adaptées aux produits présents sur le site. L'exploitant est en mesure de justifier l'efficacité et l'emplacement adéquat du dispositif mis en place ;
- un système d'extinction automatique d'incendie équipant les rétentions déportées de chlorure de méthyle et de liquides inflammables correctement dimensionné ;
- un système déluge/sprinklage équipant les zones réactionnelles correctement dimensionné ;
- des extincteurs, en nombre et en qualités adaptées aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des RIA, en nombre et en qualités adaptées aux risques sont répartis dans les installations en fonction de leurs dimensions ; ils sont situés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances placées dans des directions opposées ;
- des rampes de mousse mixtes permettant l'arrosage des citernes de liquides inflammables stationnées au poste de déchargement, des pompes et des bras de déchargement.

#### **Article 5.3.2 – Mutualisation des moyens de la plateforme**

L'exploitant peut faire appel aux moyens humains et matériels de la plateforme sous réserve d'avoir signé une convention en ce sens avec la société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF).

Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

En l'absence d'une telle convention, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour disposer des moyens humains et matériels nécessaires en matière de gestion d'alerte et d'intervention.

### **Article 5.3.3 – Plan d’opération interne (POI)**

#### **Article 5.3.3.1 – Objectifs et contenu**

L’exploitant établit, avant la mise en service des installations des nouvelles installations (atelier « papier » et extensions des ateliers « polyamines » et « monomères quaternisés »), un plan d’opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d’intervention nécessaires analysés dans l’étude de dangers.

L’exploitant tient à jour le POI et le met en œuvre dès que nécessaire.

Un exemplaire du POI est disponible en permanence sur l’emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Son contenu est conforme à l’article R. 515-100 du code de l’environnement et à l’arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé.

Le plan de défense incendie requis à l’article 14-I de l’arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 modifié susvisé est intégré dans le POI.

Le POI contient également des plans du site et des installations, incluant les divers réseaux ainsi que les rétentions, facilitant l’intervention des secours avec une description des dangers et la localisation des points de rassemblement.

Les établissements exploités par les sociétés SNF Coagulant et G.E.R.E à Saint-Avoid sont inclus dans le plan d’opérations internes (POI) de l’exploitant.

#### **Article 5.3.3.2 – Cohérence du POI avec les POI des autres établissements de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid**

L’exploitant s’assure en outre que son POI est en cohérence avec chacun des POI des sociétés Arkema France et TEPF situées sur la plateforme de Carling/Saint-Avoid, conformément aux dispositions de la fiche 1 annexée à la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 susvisée.

En particulier, l’exploitant dispose d’un dispositif d’alerte/de communication permettant de déclencher rapidement l’alerte chez les sociétés précitées ainsi qu’à la société Captrain en cas d’activation de son POI.

Le POI de l’exploitant comporte également la description des mesures à prendre en cas d’accident susceptible d’impacter son personnel et/ou ses installations et survenant :

- chez les sociétés de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid ;
- sur les canalisations de transport de gaz et leurs installations annexes ;
- sur les voies ferrées Captrain.

Une information des sociétés précitées est effectuée par l’exploitant :

- lors de la modification de son POI ;
- lors de la mise à jour de son étude de dangers dès lors que l’un des phénomènes dangereux identifiés est susceptible de les impacter.

L’exploitant communique auprès de ces sociétés voisines sur les retours d’expérience susceptibles de les impacter.

Une rencontre des chefs d’établissements impliqués dans la mise en cohérence des POI ou de leurs représentants chargés des plans d’urgence est organisée au minimum tous les 3 ans.

#### **Article 5.3.3.3 – Actualisation et transmission**

Chaque version du POI est transmise en version informatique et papier :

- en 2 exemplaires à la DREAL ;

- en 1 exemplaire au service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ;
- en 1 exemplaire au service de la protection civile de la préfecture (SIDPC).

#### **Article 5.3.3.4 – Exercices**

En complément des dispositions de l'article 69 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé :

- le premier exercice est organisé dans le trimestre qui suit la mise en service des nouvelles installations autorisées par le présent arrêté et renouvelé a minima tous les ans ;
- l'inspection des installations classées est informée au préalable de la date retenue pour chaque exercice. Le compte-rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un exercice commun de POI est organisé a minima une fois par an. Cet exercice commun peut se substituer à l'exercice susmentionné dès lors que les conditions prescrites sont remplies (participation de l'ensemble des industriels concernés et soumission du thème de l'exercice à l'inspection des installations classées et au SDIS).

### **CHAPITRE 5.4 – PRÉVENTION DES ACCIDENTS LIÉS AU VIEILLISSEMENT**

Les dispositions de la section I ainsi que l'annexe relative aux articles de la section de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé sont applicables.

Avant le démarrage des nouvelles installations autorisées par le présent arrêté, l'exploitant établit la liste des installations et équipements du site soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I).

### **CHAPITRE 5.5 – PRÉVENTION DU RISQUE Foudre**

Les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent pour toutes les nouvelles installations autorisées par le présent arrêté dès la mise en service des installations.

Pour les installations existantes, les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé s'appliquent selon les délais fixés dans cet arrêté ministériel.

Avant la mise en service des nouvelles installations, l'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées l'étude technique foudre.

### **CHAPITRE 5.6 – PRÉVENTION DU RISQUE SISMIQUE**

Les dispositions de la section II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé sont applicables.

### **CHAPITRE 5.7 – DISPOSITIONS RELATIVES AU PPRT**

Une zone de confinement est présente sur le site et conçue pour :

- résister aux effets de surpression identifiés à la date de signature du présent arrêté, auxquels elle est susceptible d'être exposée en cas d'accident concernant les installations du site ou celles exploitées par les autres industriels de la plateforme de Carling/Saint-Avoid, a minima le temps nécessaire à la mise en sécurité des installations puis à la mise à l'abri des personnes ;
- confiner l'ensemble du personnel présent sur le site en cas de phénomène dangereux survenant sur la plateforme de Carling/Saint-Avoid et présentant un risque d'effets toxiques, tout en permettant de poursuivre le pilotage des installations et leur mise en sécurité si besoin. En particulier, la ventilation de la zone de confinement est coupée en cas de risque toxique.

En cas d'identification de nouveaux effets susceptibles d'affecter les postes de travail permanents, l'exploitant prend les mesures techniques et/ou organisationnelles nécessaires pour garantir le maintien de la protection des personnes occupant ces postes.



## CHAPITRE 5.8 – SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

Conformément aux articles L.515-40 et R.515-99 du code de l'environnement, l'exploitant met en place et tient à jour un système de gestion de la sécurité (SGS). Le SGS est conforme aux dispositions prévues dans l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé.

### TITRE 6 – INSTALLATIONS, ÉQUIPEMENTS ET ACTIVITÉS INCLUSES DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'AUTORISATION AU TITRE DU PRINCIPE DE CONNEXITÉ ET DE PROXIMITÉ

Outre les dispositions des arrêtés ministériels du 29 septembre 2005 modifié susvisé, du 4 octobre 2010 modifié susvisé et du 26 mai 2014 modifié susvisé, l'exploitant respecte les dispositions particulières ci-après.

## CHAPITRE 6.1 – TUYAUTERIE DE PRODUITS CHIMIQUES

### Article 6.1.1 – Description de l'ouvrage

L'autorisation concerne l'ouvrage décrit ci-après ainsi que les installations annexes contribuant à son fonctionnement au sens de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé :

Désignation de l'ouvrage	Tuyauterie d'ADAME
Longueur approximative (m)	1250
Pression maximale en service (bars)	26
Diamètre nominal	50
Année de fabrication	1996
Règlement appliqué lors de la pose de l'ouvrage	Arrêté du 24 mars 1978 portant réglementation de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation des appareils à pression
Matériaux	Inox 316L / Z2 CND 17 12
Épaisseur nominale (mm)	2,6
Revêtement	Polyéthylène

Le tracé de l'ouvrage est conforme au tracé détaillé en Annexe 4.

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

### Article 6.1.2 – Produits autorisés au sein de la tuyauterie

Le produit autorisé au sein de l'ouvrage visé à l'article 6.1.1 du présent arrêté sont : l'acrylate de diméthylaminoéthyle (ADAME).

### Article 6.1.3 – Protection du tracé

La tuyauterie est implantée dans une bande de terrain d'au moins cinq mètres de largeur à l'intérieur de laquelle aucune activité ni aucun obstacle ne risquent de compromettre l'intégrité de la tuyauterie ou de s'opposer à l'accès des moyens d'intervention en cas d'accident.

L'exploitant prend les dispositions de son ressort, notamment au moyen de servitudes dans le domaine privé, pour pérenniser pendant toute la durée d'exploitation ou d'arrêt temporaire de la tuyauterie, le respect des conditions mentionnées aux articles L.555-27 et L.555-28 du code de l'environnement ainsi qu'à l'alinéa précédent.

#### **Article 6.1.4 – Conception, construction, modification et mise en service**

I.- La tuyauterie est enterrée à une profondeur de 0,8 m au sein d'un terrain clôturé. Les accès dudit terrain sont contrôlés et seules des personnes habilitées peuvent y accéder. Des dispositifs tels que bornes ou balises sont mis en place en surface pour signaler la présence de la tuyauterie. Ces dispositifs indiquent un numéro de téléphone permettant de joindre à tout moment le transporteur ou son représentant en cas d'urgence.

Les tronçons de la tuyauterie en acier enterrés sont dotés d'un système de protection cathodique et, le cas échéant, d'une gestion des éventuelles influences électriques externes, ou de moyens apportant des garanties équivalentes.

Toute modification de la tuyauterie est réalisée conformément aux dispositions du guide professionnel du GESIP intitulé « Canalisations de moins de 500 m<sup>2</sup> de surface projetée au sol ». En cas de modification de la tuyauterie :

1° La profondeur d'enfouissement du nouvel ouvrage est d'au moins un mètre compté au-dessus de la génératrice supérieure du tube. Le guide professionnel du GESIP intitulé « Profondeurs d'enfouissement et modalités particulières de pose et de protection de canalisation à retenir en cas de difficultés techniques » détermine les profondeurs d'enfouissement et les modalités particulières de pose et de protection de la tuyauterie qui sont retenues en cas de difficultés techniques résultant de la présence de terrains rocheux ou d'autres ouvrages enterrés. Toutefois, pour le remplacement de tronçons de longueur inférieure à 100 mètres linéaires, la profondeur d'enfouissement reste celle fixée lors de la pose du tronçon de tuyauterie ;

2° Un dispositif avertisseur est mis en place entre la génératrice supérieure du tube et la surface du sol pour indiquer la présence de la tuyauterie lors de tous travaux de fouille. Le guide professionnel du GESIP intitulé « Canalisations de transport — Conditions de pose du dispositif avertisseur et mesures de substitution applicables » précise les conditions de pose de ce dispositif ainsi que les mesures de substitution applicables en cas d'impossibilité technique de respecter cette disposition.

II.- Dans un délai maximal de deux ans à compter de la date de la notification du présent arrêté, la tuyauterie est équipée au moins d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. Cet accessoire de sécurité satisfait aux dispositions :

- du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement ;
- de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé.

Dans l'attente de la mise en place de l'équipement de sécurité susmentionné, l'exploitant dispose d'une convention avec la société Arkema visant à s'assurer, lors de la mise en œuvre du plan de surveillance mentionné à l'article 6.1.7, que les soupapes PSV107A1 et PSV107B1 protégeant la tuyauterie sont correctement suivies.

#### **Article 6.1.5 – Étude de dangers**

Les risques relatifs à la tuyauterie d'ADAME sont intégrés au sein de l'étude de dangers de l'exploitant prévu à l'article 5.2.1 du présent arrêté.

#### **Article 6.1.6 - Plan de sécurité et d'intervention**

I.- Un plan de sécurité et d'intervention est établi, par l'exploitant en liaison avec les autorités publiques chargées des secours et le service chargé du contrôle. Il est transmis à ces services dans les 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Ce plan est intégré au sein du plan d'opération interne de l'exploitant.

Le plan de sécurité et d'intervention reprend les éléments demandés au titre du guide professionnel du GESIP intitulé « Méthodologie pour la réalisation d'un plan de sécurité et d'intervention sur une canalisation de transport (PSI) ».

Il inclut notamment le plan du tracé sur support papier et, si possible, sur support informatique. Il indique notamment les largeurs des zones d'effets des différents phénomènes accidentels possibles.

En cas d'incident sur la tuyauterie d'ADAME, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention est immédiatement informée.

II.- Le plan de sécurité et d'intervention définit les modalités d'organisation de l'exploitant et les moyens et méthodes qu'il prévoit de mettre en œuvre, en cas d'accident survenant aux ouvrages, pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il précise les relations avec les autorités publiques chargées des secours et son articulation avec le plan Orsec départemental. Les mesures prévues doivent être proportionnées aux risques encourus.

Le comité social et économique de l'établissement de l'exploitant, s'il existe, est consulté sur le plan de sécurité et d'intervention.

Le plan de sécurité et d'intervention est mis à jour de façon complète et testé à des intervalles n'excédant pas cinq ans. Des mises à jour partielles sont effectuées à une fréquence plus grande si nécessaire, notamment en cas de modification de coordonnées des parties prenantes, de connexion avec un nouvel ouvrage ou d'arrêt définitif d'ouvrages raccordés.

III.- Le sectionnement de la tuyauterie est conçu de manière à limiter la quantité de fluide rejetée en cas d'accident.

Des mesures sont mises en œuvre pour limiter la quantité de liquide rejetée en cas d'accident, comprenant notamment des moyens de détection des fuites notables et des dispositifs et procédures (sectionnements, arrêt des pompes ou compresseurs...) permettant de faire cesser l'alimentation de la section concernée dans un délai inférieur à 20 minutes à compter de la détection.

#### **Article 6.1.7 – Surveillance et maintenance**

La tuyauterie est soumise à la section I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. L'exploitant élabore et met en œuvre, à ce titre, un plan de surveillance de la tuyauterie qui :

- reprend l'ensemble des recommandations prévues au titre de la partie 5.1 du guide professionnel GESIP intitulé « Canalisations de moins de 500 m<sup>2</sup> de surface projetée au sol » ;
- est conforme aux dispositions du I, II, V et VI de l'article 18 de l'arrêté du 5 mars 2014 modifié susvisé ;
- prend en compte l'ensemble des recommandations de la commission protection cathodique et revêtements associés (PCRA) du CEFACOR.

Une recherche locale de défauts de revêtement sera menée sur la tuyauterie à une fréquence minima décennale afin d'évaluer la dégradation dans le temps de la protection passive et de prendre les mesures nécessaires pour maintenir l'intégrité de la tuyauterie.

#### **Article 6.1.8 – Système de gestion de la sécurité**

Le système de gestion de la sécurité imposé au Chapitre 5.8 intègre la tuyauterie d'ADAME.

## TITRE 7 – DISPOSITIONS FINALES

### CHAPITRE 7.1 – CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### CHAPITRE 7.2 – PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint-Avold et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach - Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

### CHAPITRE 7.3 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le maire de Saint-Avold sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société SNF SA et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Richard Smith

### **Voies et délais de recours**

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.



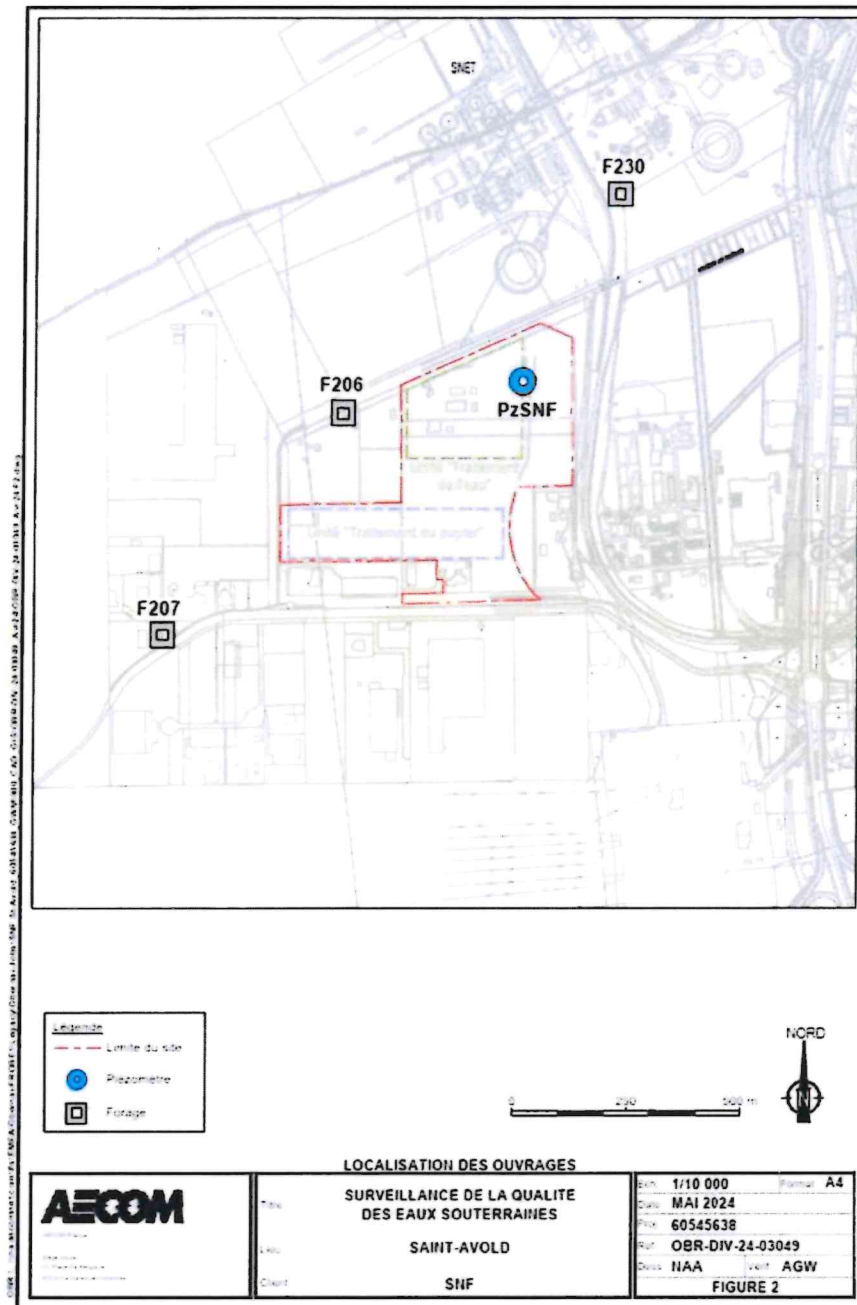


## Annexe informations publiques

### ANNEXE 1

#### Annexe publique

#### ANNEXE 1.1 Plan de localisation des ouvrages de surveillance des eaux souterraines



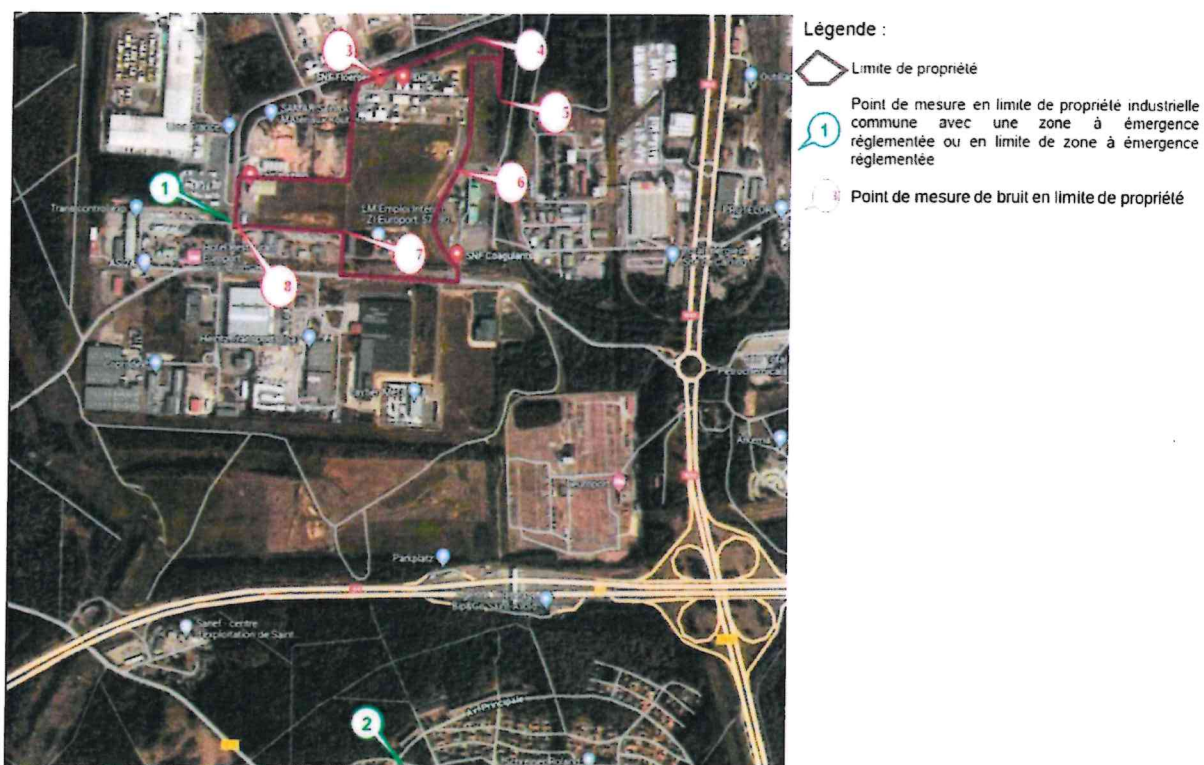
Vu pour être annexé à l'arrêté  
2025-DCAT-BEPE- 37

du 14 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Richard Smith

## ANNEXE 1.2 Plan de localisation des points de mesure du bruit en limites de propriété



**ANNEXE 2**

*Annexe confidentielle à l'arrêté préfectoral 2025-DCAT-BEPE-57*  
*Communicable sur demande*

**Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Vu pour être annexé à l'arrêté  
2025-DCAT-BEPE- 57

du 14 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

Richard Smith





**ANNEXE 3**

*Annexe confidentielle à l'arrêté préfectoral 2025-DCAT-BEPE-37*

*Non communicable*

**Article 5.2.4 – Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité**

Vu pour être annexé à l'arrêté  
2025-DCAT-BEPE-37

du 14 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Richard Smith



**ANNEXE 4**

***Annexe confidentielle à l'arrêté préfectoral 2025-DCAT-BEPE-57***  
***Non communicable***

Vu pour être annexé à l'arrêté  
2025-DCAT-BEPE- 57

du 14 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

  
Richard Smith

